



Gabriel DELICOURT

Mission – médiation

Marathon pour l'emploi solidaire

4, allée de Fontorbe
17400 – SAINT-JEAN D'ANGELY

Tél. 05 46 59 27 67 .. 06 74 84 59 54

E-mail : gabriel.delicourt@orange.fr

Site Internet : <http://accoucheurdeprojets.over-blog.com>

Réf. 09 07 08 - GD/MJE 1469 - Matignon / FF 5

Monsieur François FILLON

Premier Ministre

Recommandé avec AR

Urgence ?

Nouveau report au 8 mai 2010 ?

Hôtel Matignon

57, rue de Varenne

75 007 - PARIS

Tél. 01 42 75 80 00

premier-ministre@cab.pm.gouv.fr

Objet : ***Mise en demeure de mettre en place le partenariat d'Etat sollicité
Pour « Déclarer la guerre à la pauvreté » avec l'armée, la Société
civile et les Préfets, suivant la « Croisade pour l'emploi » proposée.***

A l'égale attention de Mesdames **Fadela AMARA**, Secrétaire d'Etat à la Politique de la ville ... **Rama YADE**, Secrétaire d'Etat aux Sports et à la Vie associative,
Messieurs **Martin HIRSCH**, Haut-Commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté ... **Nicolas SARKOZY**, Chef de l'Etat,

Pour information : Mesdames **Roselyne-BACHELOT-NARQUIN**, Ministre de la Santé ... **Siv-Leng CHHUOR**, Chef de Cabinet de Madame Yade ...
Marie-Hélène DE LESQUEN, Chef de Cabinet de Monsieur Charpy, Pôle emploi ... **Coumba Aidara DIOUKHANE**, Conseillère auprès de Monsieur
Lellouche ... **Christine LAGARDE**, Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi ... **Nadine MORANO**, Secrétaire d'Etat chargée de la Famille et de la
Solidarité ... **Valérie PECRESSE**, Ministre de la Recherche **Nadine RICHARD**, Pôle Santé mentale et prévention auprès de Madame Bachelot-Narquin,

Messieurs **Christian CHARPY**, Directeur national des Pôles emploi ... **Luc CHATEL**, Ministre de l'Education nationale ... **Xavier DARCOS**, Ministre du
Travail et des relations sociales ... **Jérôme FAURE**, Délégué de la DIISES ... **Général Jean-Louis GEORGELIN**, Chef d'Etat-Major des Armées ...
Claude GUEANT, Secrétaire Général de l'Elysée ... **Bernard HAGELSTEEN**, Préfet des Pays de la Loire ... **Brice HORTEFEUX**, Ministre de l'Intérieur
... **Général Nicolas de LARDEMELLE**, Commandant les écoles de St-Cyr – Coëtquidan ... **Pierre LELLOUCHE**, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes
... **Christian MALIS**, Chargé de mission à la Fondation Saint-Cyr ... **Alain MARLEIX**, Secrétaire d'Etat aux Collectivités locales ... **Hervé MORIN**, Ministre
de la Défense ... **Hervé NOVELLI**, Secrétaire d'Etat au Commerce, à l'Artisanat et au PMI ... **Général Philippe RENARD**, DRH AT ... **Franck ROBINE**,
Chef de Cabinet de Monsieur Fillon,

Les divers décideurs responsables, conseillers, opérateurs et acteurs concernés, en Ile de France et en Pays de Loire, en Bretagne et en Basse-Normandie, etc
En fin de courrier, la liste des conseillers et autres, également informés (1).

« C'est dans le moule de l'action que notre intelligence a été coulée ». Henri Bergson

Saint-Jean d'Angély, ce mercredi **8 juillet 2009** (2)

Monsieur le Premier Ministre,

Date limite de tolérance variable

Depuis de nombreuses années, anticipant sur les crises qui frappent cruellement nos économies mondialisées et les tragédies humaines qu'elles répercutent chez « les perdants », nous portons un projet de « **Marathon pour l'emploi solidaire** », pouvant être assimilé à une « **Croisade pour l'emploi** », elle-même devenue, au fil de cette actualité de plus en plus angoissante : « **Une déclaration de guerre contre la pauvreté** ».

NB1. Ce « **Projet** » a été testé le **17 octobre 2006**, entre Saint-Jean d'Angély, Rochefort et La Rochelle (Cf. le dossier).

Par faits de circonstances multiples, largement explicités par ailleurs (dont le « lâchage des FSE » en 2007), l'association « **Marathon TRANS-EUROPA** » qui lui servait de support (fondée le **22 juin 2001**), a été liquidée le **13 octobre 2007**, au TGI de Nantes (la juge recommandant à l'époque de « ne surtout pas abandonner » le projet et de repartir avec une nouvelle structure (Cf. les sites).

Après une étude géo-stratégique et divers critères de faisabilité pour déterminer un re-démarrage optimum, nous avons opté pour la **Métropole nantaise**, en finalisant un document autorisant une appropriation et une co-construction.

Dès après les élections municipales de **mars 2008**, au titre de la Société civile proposante, nous avons vainement multiplié les démarches, tant auprès des Collectivités territoriales (locales, départementales et régionales) que des services de l'Etat pour, « clés en mains », mettre en œuvre un départ de Nantes le **9 mai 2009** (puis vers Rennes, Caen et l'Europe ... puis, maintenant, vers Marseille et Gênes, Montpellier et Barcelone, vers la Méditerranée).

Nous avons constaté l'extrême difficulté à mobiliser (3) tout à la fois les décideurs institutionnels (bien calés sur les certitudes et les fonctionnements sociétaux classiques), et les associatifs (enclins à explorer d'autres pistes et piaffant de s'impliquer).

Le **29 novembre 2008**, suite à « un contre-temps mal-intentionné » de la Municipalité de Rezé, nous avons été contraints de surseoir à la fondation du nouveau support juridique ... et, tant au regard de nos objectifs que de nos confrontations aux réalités « sociales – emploi » de plus en plus prégnantes, le **10 décembre 2008**, nous avons décidé de solliciter votre arbitrage et celui de Monsieur le Président de la République pour mettre en place cet indispensable partenariat avec l'Etat et pour le réaliser.

NB2. En sus des courriers envoyés à vous-même, les **26 janvier**, **6 février** et **1^{er} mai 2009**, et ceux au Président Sarkozy, les **20 janvier**, **5 février** et **22 avril 2009**, vous approprierez les nombreux courriers adressés, tant à Paris, aux Conseillers de l'Elysée et de Matignon, à divers Ministères et Secrétaires d'Etat concernés, qu'en Pays de Loire, à Monsieur le Préfet et aux Services de l'Etat intéressés ... (tous en ligne sur le site www.marathon-job.org, rubrique « **Coopérations 3 ?** » et, également, sur la liste jointe).

Le **3 février 2009**, Monsieur Robine (votre Chef de Cabinet), ainsi que le **17 mars** suivant, Monsieur Lacotte-Arador (du Cabinet de Monsieur Hortefeux), renvoyaient le dossier vers Monsieur le Préfet des Pays de la Loire. (Cf. ci-joints, les nouveaux courriers adressés à Monsieur le Préfet des Pays de la Loire (les **22 avril** et **6 juin**).

Le **4 juin 2009**, Monsieur Goubet (Chef de Cabinet de Monsieur Sarkozy), renvoyait le dossier vers Madame Letard (encore peu de temps Secrétaire d'Etat à la Solidarité) ... et le **22 juin**, Monsieur Michalak (Chef de Cabinet de Madame Letard), renvoyait à son tour le dossier à **Monsieur Hirsch** ... la boucle était re-bouclée (Cf. mot de soutien du 24 septembre 2008 dont nous a favorisé Monsieur le Haut-commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté) !

Le **19 juin 2009**, Monsieur Béatrix (Chef de Cabinet de Monsieur Wauquiez), nous répondait de manière « défavorable » au motif que notre action n'était pas jugée prioritaire ... par un second courrier du **23 juin**, Monsieur Béatrix, adressait une autre « fin de non recevoir » à ma demande d'entretien, compte tenu des contraintes de son emploi du temps ... (nous insistons, s'agissant bien d'une « **Déclaration de guerre contre la pauvreté !** »)

Vous trouverez également ci-joints les courriers que nous avons à nouveau adressés à **Monsieur Hirsch** (le **24 juin** et le **1^{er} juillet**), lui demandant de bien vouloir concrètement soutenir et « prendre en mains » cette « **Croisade pour l'emploi contre la pauvreté** » ... ainsi que, conjointement, celui, à **Madame Amara** (Secrétaire d'Etat à la Politique de la Ville) et à **Madame Yade** (Secrétaire d'Etat aux Sports et à la Vie associative), le **1^{er} juillet** courant, avec les services desquelles nous souhaitons également collaborer, au regard de leur image « positive » et l'adéquation avec leurs missions.

Monsieur le Premier Ministre,

Considérant :

- Que la **priorité des priorités**, maintes et maintes fois ré-affirmée par vous-même, par le Président de la République et tous ceux qui vous ont précédé depuis 30 ans (et échoué) : **c'est l'emploi !**
- Que n'appartenons à aucun lobby, ni à aucun syndicat ou organisation ... que nous agissons au titre de la Société civile, en tant que citoyens responsables et expérimentés ou héros ordinaires et éclairés, solidaires des précaires,
- Que le projet de « **Marathon pour l'emploi solidaire** » que proposons avec persévérance au partenariat avec les Services de l'Etat et les Collectivités territoriales et locales, **s'appuie dès l'origine sur la prévention des « suicides économiques » et des « dérives psychiatriques »**, en pleine explosion constatée et non maîtrisée ... et sur la réconciliation des professionnels de l'économie et ceux de la santé publique,
- **Qu'il constitue « une offre d'emplois »**, originale, alternative, fédératrice, participative, globale et « raisonnée sur le sens », en repartant des citoyens (« remettre l'Homme au centre de l'économie » !... plus facile à dire qu'à faire)...
- Que nous revendiquons bien de savoir recréer des emplois « autrement » (ingénieries, expertises et pratiques à l'appui, en déclinaisons dans le contenu du projet et ouvertes à la coopération avec « tout ce qui existe déjà »).
Combien ?... quelques dizaines pour commencer ... quelques centaines (ou quelques milliers) à suivre ? ... quelques dizaines de milliers ? (dans les développements futurs) ... en privilégiant toujours : « l'esprit d'entreprise »,
- Qu'il peut-être opérationnel avec les réseaux associatifs (au départ de Nantes ou d'une autres ville), **dès lors que le partenariat d'Etat sollicité pour le mettre en place sera étudié avec les intéressés**,
- Qu'il implique « les citoyens », mais qu'il prétend également **récolter des Dons auprès du « Grand public », dans les territoires, pour financer des projets de proximité** ... au moment même où l'Etat envisage un « grand et coûteux emprunt national » (au bénéfice des populations les plus aisées ?) ... et si nous étions plus performants ? **2**

- ❑ Qu'il répond plus que jamais à vos diverses exhortations (et à celle du Président de la République) pour **libérer et soutenir les initiatives, nécessitant de sortir de l'impasse et de rechercher d'autres voies,**
- ❑ **Que son départ programmé n'a pu avoir lieu le 9 mai 2009,** par manque d'écoute, de clairvoyance et de réactivité institutionnelle (jugé « coupable » par nous) ... ni le 26 septembre 2009, pour les mêmes raisons, malgré notre insistance (et parce qu'aussi nous ratons une rentrée sociale périlleuse) ... que **nous le reportons au 8 mai 2010,**

Considérant, encore :

- ❑ Vos nombreuses déclarations depuis 2 ans et, malgré toute votre bonne volonté et vos efforts pour faire face au mur de difficultés qui vous échoient, **nous constatons : l'échec de vos Gouvernements successifs pour juguler « le chômage récurrent »** ... l'oppressante diminution ou la privation de « **pouvoir d'achat** » pour les français les plus fragiles (et en grandes souffrances) ... l'augmentation constante des « **Dépôts de bilans** » et liquidations d'entreprises (qui encombrant par milliers les Tribunaux de Commerce) ... **la cessation d'activités d'associations,** de plus en plus nombreuses (par privation de subventions), et ce, malgré l'excellence de leur travail de terrain (et « le vide laissé » au regard des besoins non satisfaits et de la cohésion sociale qui se délite) ... « **la récession** » et les « **inégalités croissantes** » ... les conséquences dramatiques de toutes sortes de cette « **tragédie économique** » et **le « désastre humain en cours »** de plus en plus évident (largement confirmée par les divers Observatoires : INSEE, Eurostat, OCDE, FMI, Régionaux de Santé, etc ... des inégalités, des prisons, BIP, Secours Catholique, etc)
- ❑ Les **8 millions de pauvres et plus** (12 % de la population) ... les interpellations pressantes et réitérées auprès du Gouvernement des **38 associations du Réseau Alerte** (www.alerte-exclusions.fr), pour qu'il intervienne d'urgence,
- ❑ Les mises en garde du Sénat devant « l'insoutenable légèreté des **dettes publiques** » (**1300 milliards d'€!** compris les déficits de la Sécurité sociale, des Caisses de retraites ... 40 % du PIB en 1980, 70 % actuellement, 100 % de prévu en 2012), Pour mémoire, vous-même nous aviez affirmé, il y a 2 ans, en Corse, que « **la France était en faillite !** » ... propos confirmés quelque temps après par le Président, à l'Élysée : « **les caisses sont vides !** ».
- ❑ **Les perspectives toujours plus sombres** (et impossible à estimer) malgré les assurances de « sortie de tunnel » ... voire même, « **un nouveau cataclysme financier se profile à l'horizon** » (Cf. l'article de Dominique Mariette du 6 juillet, et les avis des experts en économie réunis ce dernier week-end à Aix-en-Provence) ... l'annonce de « **la faillite de la Californie** » (dépêche Reuters du 7 juillet) venant, s'il en était encore besoin (et, comme souvent, via les États-Unis), confirmer que « **l'avenir est plus vécu comme une menace que comme une promesse** ».

Considérant toujours :

- ❑ L'intérêt privilégié porté « aux Banques », qui ne jouent absolument pas le jeu de la restitution des milliards accordés (Cf. aussi les 578 millions d'€ rendus à 19000 contribuables au titre du bouclier fiscal ... 1/3 à cent d'entre eux), etc
- ❑ L'intérêt privilégié porté « aux salariés » en oubliant « les exclus » du monde du travail (sacrifice délibéré des anciens chômeurs de longue durée) ... et « aux partenaires sociaux », qui n'ont rien d'autres à proposer que de défendre « bec et ongles » les avantages acquis, ou d'organiser d'illusoires manifestations,
- ❑ **L'échec du « plan Banlieue »**, compte tenu de la difficulté à faire bouger certains conservatismes (3) (dixit Monsieur Henri Guaino qui, justement, s'est fait caillasser dans un véhicule de la police en allant « y voir »)
- ❑ **Le rejet incompréhensible et consternant** (voire scandaleux) **de notre proposition de collaboration par Monsieur Wauquiez** (Secrétaire d'Etat à l'emploi), alors que « **le non-emploi tue et emprisonne** » (physiquement et moralement) ... également, l'absence de réponse concrète à nos demandes de Monsieur le Préfet des Pays de la Loire,
- ❑ Les 57,6 % d'abstention aux dernières élections européennes qui doivent nous faire réfléchir sur **la désaffection du citoyen envers « le politique »**, tout comme les 39 % de votes au 1^{er} tour en faveur du Front National, aux dernières municipales partielles de Hénin-Beaumont ... qui nous imposent de rester dans « **la légalité républicaine** » ... face aussi à tous les ingrédients réunis d'une « **situation pré-révolutionnaire** » (confirmée par le 1^{er} Ministre précédent), dont, en prémisses, la naissance de groupuscules de plus en plus actifs et réactionnaires (Cf. Génération précaires, Jeudi noir, Sauvons les riches, etc) ... voire d'autres, prônant déjà « la désobéissance civile » et plus (**la faute à qui ?**).

Considérant pourtant, encore et toujours :

- ❑ Les immenses possibilités de rebattre les cartes sans tout réinventer, en modifiant quelque peu « les règles du jeu » (accaparé par les énarques et des générations d'étudiants issus des grandes écoles) ... le foisonnement d'initiatives dans les territoires, les immenses talents latents et les « laboratoires d'idées » qui n'arrivent pas à s'exprimer, 3

- ❑ L'impossibilité pour la « Vox populi » à pouvoir s'exprimer sans manifester ou « tout casser » ... le manque d'encouragements dûs aux citoyens pour **inventer, échanger, coopérer et mutualiser** : de rues à rues ... de quartiers à quartiers ... de banlieues explosives à territoires mouiroirs (et l'inverse : de banlieues violentes à banlieues pacifiées, ou de ruralité désertifiée à « ruralité vivante ») ... de ville à ville ... de département à département ... de région à région ... de pays à pays ... de rives à rives ? ... en cassant et recassant la glace et les miroirs déformants ... en agitant sans cesse les kaléidoscopes pour recomposer et relancer.

Et si nous osions, une bonne fois, **rendre toute son sens et toute son expression à un mot malheureusement banni du vocabulaire** des Assemblées, des sites ministériels, des discours politiques, du langage administratif ... une denrée essentielle et « en grand manque » pour fermer les poings, sécher les larmes, s'ouvrir à l'autre, favoriser les rencontres et les échanges : le mot « **amour** » !... (un autre ? « **générosité** »)

Pour ces quelques raisons justifiées et parce que, au titre de « Chef du Gouvernement », votre responsabilité est gravement et directement engagée vis à vis de « ces centaines de morts économiques » (que les historiens décrypteront plus tard), **nous vous mettons en demeure**, avec le Président de la République (Cf. le courrier du 14 juillet, à suivre) **de nous donner les moyens de mettre en œuvre cette « Croisade européenne pour l'emploi solidaire »**, en formulant des instructions ou des recommandations :

- ❑ à **Monsieur Hirsch**, ainsi qu'à **Mesdames Amara et Yade**, de bien vouloir prendre en considération notre demande d'accompagnement ...
- ❑ en lien à Paris, avec les services de **Mesdames Bachelot-Narquin et Morano**, de **Messieurs Charpy, Chatel, Darcos, Faure, Lellouche, Marleix, Morin** (et les référents de l'Armée, de la Fondation Saint-Cyr, de l'Elysée et de Matignon, concernés),
- ❑ en lien en province, avec Messieurs les Préfets et leurs services (des Pays de Loire, de Bretagne, de Basse-Normandie, de PACA et du Languedoc-Roussillon),

Face au repliement des élites, l'ouverture, l'écoute, le dialogue, la recherche commune avec ceux qui résistent et qui combattent (avec les victimes aussi), sont les bases incontournables de la reconstruction de la société.

Ce n'est pas en « se prenant au sérieux » que les autres vont le croire !

Ce n'est qu'en prenant les autres au sérieux qu'on peut être écouté et que « **la confiance réciproque** » peut s'établir.

Comptant sur vous pour élargir et approfondir votre champ d'actions en nous accordant une suite favorable, A vous lire, à votre écoute et à vous rencontrer,

Recevez, Monsieur le Premier Ministre, nos sentiments respectueusement les meilleurs.

Gabriel DELICOURT

Chef de projet du Marathon pour l'emploi

1. Mesdames et Messieurs les Conseillers de l'Elysée et de Matignon ... **Dominique ANTOINE**, Education, Jeunesse et sports à l'Elysée ... **Eric AUBRY**, Affaires sociales à Matignon ... **Marguerite BERARD-ANDRIEU**, Emploi et synthèse sociale à l'Elysée ... **Gilles BRIATTA**, Affaires européennes à Matignon ... **Bernard DELPIT**, Economie à l'Elysée ... **Sophie DION**, Sports à l'Elysée ... **Eric ETIENNE**, Politique, intégration et lutte contre l'exclusion à Matignon ... **Cécile FONTAINE**, Conseillère Défense à l'Elysée ... **Eric GARANDEAU**, Culture et communication à l'Elysée ... **Cédric GROUCHKA**, Santé publique à Matignon ... **Henri GUAINO**, Conseiller spécial à l'Elysée ... **Rachid KACI**, Politique de la ville et diversité à l'Elysée ... **Myriam LEVY**, Communication à Matignon ... **Franck LOUVRIER**, Communication à l'Elysée ... **Xavier MALENFER**, Sports, jeunesse et vie associative à Matignon ... **Pierre MOLAGER**, Affaires locales à Matignon ... **Hervé MONANGE**, Travail et Formation professionnelle à Matignon ... **Jérôme PEYRAT**, Politique à l'Elysée ... **Raphaël RADANNE**, Santé publique à l'Elysée ... **Aimeric RAMADIER**, Fonction publique et Jeunesse à l'Elysée ... **Fabien RAYNAUD**, Affaires européennes à l'Elysée ... **Julien SAMSON**, Protection sociale à l'Elysée ... **Raymond SOUBIE**, Affaires sociales à l'Elysée ... **Julien VAULPRE**, Opinion à l'Elysée ... **Sibyle VEIL**, Travail, Logement, Solidarités à l'Elysée,

Messieurs les Procureurs de la République de Nantes et de Paris.

2. Pallier anniversaire du signataire qui, accaparé par ce projet et la R & D liée, jusqu'au bout, a insuffisamment cotisé pour sa retraite, apprivoisant et tutoyant sans cesse la misère et ses participants ! ... sollicitant vainement « le statut de porteur de projets ».

3. En référence aux propos du Docteur Xavier Emmanuelli, lors du Colloque « **la France face à la pauvreté** », organisé par le Nouvel Observateur le **7 novembre 2008** et auquel, Martin Hirsch participait : « *Deux facteurs sont en cause ... D'abord, le conservatisme administratif qui bloque l'émergence de pratiques nouvelles. Ensuite la non compréhension des problèmes de l'exclusion par les élites, les décideurs et les médias* ».